



Plan social à la PJJ : La mobilisation se poursuit !

Snpes.pjj.fsu.section.limousin@gmail.com

Communiqué de l'assemblée générale des personnels de la Protection Judiciaire de la Jeunesse en Limousin en grève ce jour

Dans le silence de l'été et l'alégresse des Jeux Olympiques nous avons eu la confirmation d'un véritable plan social à la Protection Judiciaire de Jeunesse, étalé en plusieurs vagues depuis le début de l'année civile.

Le nombre de postes concernés, non renouvelés au 30 août, est historique et provoquera une baisse drastique des moyens humains sur l'ensemble des services.

Pour rappel, les professionnels de la PJJ interviennent auprès des mineurs les plus en difficultés faisant souvent l'objet de mesures pénales.

Comme le mettent en avant les Juges des Enfants, venu.e.s apporter leur soutien à nos mobilisations : quel sens prend une mesure judiciaire qui ne peut pas être appliquée faute de moyen humain ? (comme cela commence à être le cas en Limousin). Quel message la société envoie-t-elle ainsi à ses enfants sous main de justice ?

Malgré la période estivale, les professionnels se sont mobilisés fortement à trois reprises sur notre territoire, par la grève, depuis le 14 août.

A ce jour, aucune annonce sérieuse n'a été apportée tant au plan national qu'au plan local. En l'absence de gouvernement, l'administration se défait et personne ne prend ses responsabilités malgré la gravité et l'urgence de la situation. Ce nouvel exemple criant de casse du service public génère de l'insécurité pour tous ses usagers.

Une nouvelle grande journée de mobilisation nationale des agents de la PJJ est annoncée prochainement pour le **jeudi 19 septembre**, pour continuer à porter nos revendications auprès du prochain gouvernement, après cette période de déni démocratique ouvert depuis le résultat des dernières élections législatives.

Nous appelons d'ores et déjà tous les professionnels engagés dans l'éducation des jeunes à unir leurs forces, en Limousin et ailleurs, pour résister aux attaques qui continueront de cibler le service public engagé auprès de la jeunesse. Alors que les discours sécuritaires continuent de se propager à son égard, nous ne pouvons que constater aujourd'hui, hélas, que notre jeunesse est devenue une variable d'ajustement des politiques d'austérité.